

CV du coordonnateur du GDRI-CNRS IRMCED

Joël Lebullenger

Nom : LEBULLENGER	
Prénom : Joël	
Professeur des Universités, classe exceptionnelle	
Section : section 02 - Droit public	
Etablissement(s) d'affectation au cours des deux dernières années :	Université de Rennes 1
Laboratoire ou école doctorale :	Institut de l'Ouest : Droit et Europe (UMR CNRS 6262)
Lieu de préparation du doctorat :	Université de Rennes 1
Date d'obtention de la thèse :	25 Janvier 1980
Domaines de spécialité scientifique au sein de la section :	Droit international économique et européen Droit des relations extérieures de l'union européenne


1. Résumé des principales activités

1 – Enseignement et responsabilités pédagogiques

1.1 Enseignement dans des établissements étrangers

Professeur invité au **Collège d'Europe de Bruges** – Belgique (1987 – 1993) ; à l'Université Adam Mickiewicz de **Poznan** – Pologne (1993) ; à l'Institut de l'État et du Droit de l'Académie des Sciences de Almaty – **Kazakhstan** (1994) ; à l'Institut Universitaire international de **Luxembourg** (1994) ; à la Faculté Internationale des Sciences Humaines de **Bucarest** – Roumanie (1995) ; à l'Université Fédérale du Rio Grande Do Sul de **Porto Alegre** – Brésil (2000) ; à l'Académie diplomatique de **Spetsae** – Grèce (2003) ; à l'École doctorale régionale d'Afrique de l'Ouest – **Dakar** - Sénégal (2004) ; à l'École Supérieure de Commerce de **Hanoï** – Vietnam (2010, 2011, 2012)

1.2 Responsabilités pédagogiques

 **Responsable du DEA de droit communautaire** de l'Université de Rennes 1 (1995-2004), puis concepteur et responsable **du Master**

2^{ème} année « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC » (finalité Recherche) depuis 2004.

Création de la maquette avec le Professeur Céline Lévesque, et co-responsable du **double diplôme entre le Master 2 « Droit de l'Union européenne et droit de l'OMC » de l'Université de Rennes 1 et le « LLM with Concentration in Trade and Investment Law » de l'Université d'Ottawa.**

☞ **Responsable de la Maîtrise de droit communautaire puis de droit européen** (1991-2004), puis du **Master 1^{ère} année de Droit européen** depuis 2004; diplôme accueillant les étudiants de la deuxième année du magistère en droit de **l'École Normale Supérieure de Cachan**, délocalisée à Rennes. Concepteur des maquettes de la Maîtrise de droit européen et du Master de droit européen depuis 1994.

2 – Responsabilités scientifiques

☞ Membre du Conseil de direction de l'« *Institut de l'Ouest: Droit Europe* » (**IODE** – UMR CNRS 6262) de 2001 à 2008.

☞ **Coordinateur scientifique du Groupe de Recherche Internationale (GDRI – CNRS-IRMCED) sur « Les intégrations régionales dans le monde : Convergences-Divergences »**, et participation aux activités scientifiques de la **Chaire UNESCO** de Rennes 1 sur « *Les intégrations régionales dans le monde* », créée en 2010.

☞ Membre du Conseil de direction du « *Centre d'Excellence Jean Monnet de Rennes* » (**CEJM**), depuis 1999.

☞ Participation au réseau de recherche des *Chaires européennes Jean Monnet* (720 au niveau mondial).

☞ Membre du Conseil scientifique du GIS « *Institut des Amériques* » (**IDA**) de Rennes, depuis 2006 et membre élu du Bureau de ce GIS (Vice-président délégué à la recherche) depuis février 2012

3-Rayonnement

3. 1. Représentant de l'Université de Rennes 1 au sein du consortium de direction institué **pour la mise en place de l'École Doctorale Régionale d'Afrique de l'Ouest (EDRA), de Dakar (Sénégal) de 1996 – 2004.** Représentant de l'Université de Rennes 1 au sein du GIS national « Institut des Amériques » (IDA).

3. 2. Missions d'expertise

☞ Membre d'un groupe d'experts de 15 juristes auprès du Service Juridique de la *Commission européenne* (1997 – 2000).

☞ Expert désigné par l'Action *Jean Monnet de la Commission européenne*, dans le cadre du « Programme Education et Formation tout au long de la vie » (décembre 2009).

3. 3. Comité scientifique de revues et d'ouvrage :

☞ Membre du comité scientifique de la collection «*Rencontres européennes*», Editions E. BRUYLANT, Bruxelles, depuis mars 2001.

☞ Membre du comité scientifique de la revue «*Pouvoirs dans la Caraïbe* » depuis 2009.

4 – Partenariats internationaux

Réseau *Tempus Bologna – Juris* dans le champ disciplinaire du droit européen, entre les Universités occidentales de Rennes 1, Grenoble, Saarbrücken, Strasbourg, Athènes (Pantéion), et les Universités russes de Nijni -Novgorod et Saransk (décembre 2005 – décembre 2008).

(Participation aux travaux du consortium : Université de Saransk, mai 2007 ; Université de Nijni-Novgorod, juin 2008)

Signature le 3 janvier 2006 d'une convention de coopération, incluant l'accueil de stagiaires, entre le responsable du Master de droit européen de l'Université de Rennes 1 et la *Représentation permanente de la France auprès de l'OMC*. (à l'origine de la création du partenariat institutionnel entre l'Université de Rennes 1 et la Représentation permanente de la France auprès de l'OMC).

2-Activités scientifiques :

1. *Présentation des thématiques de recherche :*

Mes recherches individuelles et collectives portent à titre principal sur **les interactions entre le droit des relations extérieures de l'Union européenne et le droit international économique** avec un triple objectif : d'une part, mettre en relief les singularités des relations conventionnelles de l'UE dans le monde et des instruments juridiques que celle-ci utilise pour la défense de ses valeurs et de ses intérêts commerciaux ; d'autre part, mettre en exergue les modes de régulation que l'UE tente d'imposer sur le plan bilatéral et au sein des organisations économiques internationales dans le cadre d'une stratégie d'influence normative. Enfin, déterminer l'impact systémique des nouveaux accords économiques et commerciaux globaux conclus ou projetés par l'UE avec ses partenaires tiers industrialisés et émergents sur la gouvernance mondiale

Le premier niveau d'investigations révèle la prolifération et l'éclectisme des accords externes de l'UE (*associations, accords de partenariat économique, accords de partenariat et de coopération, accords économiques et commerciaux globaux de libre échange*). Face au pivotement des échanges vers l'Asie-Pacifique, la dernière catégorie d'accords tend à se multiplier aussi bien entre les membres industrialisés de la Quadrilatérale (UE, USA, Canada, Japon), qu'entre ceux-ci et les pays économiquement émergents d'Asie et d'Amérique latine. L'objectif poursuivi par l'UE et ses partenaires de la Quadrilatérale consiste à tenter de maintenir leur leadership sur la scène commerciale internationale face aux petits et grands émergents asiatiques.

Dans cette perspective, une reconfiguration des relations transatlantiques et euro - asiatiques se dessine depuis 2009. On voit poindre un schéma relationnel innovant

mais complexe se caractérisant par la mise en place articulée de deux accords entre l'UE et chacun de ses partenaires tiers concernés .Il s'agit d'un accord de partenariat et de coopération (Corée ; Singapour), parfois qualifié de stratégique (Canada), ayant vocation à régir le volet politique et coopératif des relations entre les parties, et d'un accord économique et commercial global, avec une articulation juridique entre les deux catégories d'instruments conventionnels(schéma relationnel du double accord juridiquement lié) .

De plus, les nouveaux accords de commerce de l'UE sont de type « *OMC-X* », dans la mesure où ils sont appelés à réguler des secteurs d'activités non encore encadrés par des règles multilatérales à l'OMC, et de type « *OMC plus* ».

Avec les accords d'association, ce nouveau schéma relationnel innovant constituera semble-t-il la marque de l'UE dans les relations internationales de demain. Il s'avère par conséquent instructif pour le juriste spécialisé en droit institutionnel et matériel de l'UE de préciser les éléments distinctifs des actuels et futurs double accords liés de l'UE par rapport aux catégories mieux connues des accords d'association et de partenariat, dans une perspective **typologique**.

Le 2^{ème} niveau d'investigations permet de mettre en évidence l'existence **d'une dialectique entre le droit régional européen et la législation multilatérale**, notamment dans la perspective de la rénovation du système juridique de l'OMC, par exemple en ce qui concerne les règles systémiques du GATT de 1994 et de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) applicables notamment aux accords de libre-échange , ou encore certaines des dispositions du Mémorandum d'Accord sur les règles et procédures de règlement des litiges (MARD), ainsi que celles de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC),... Ainsi, les accords de partenariat économique de l'UE avec les pays ACP constituent une catégorie d'accords économiques et commerciaux qui pourraient, à terme, servir de modèle de référence pour une interprétation plus flexible des dispositions de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS dans les relations conventionnelles Nord-Sud.

Le 3^{ème} niveau d'investigations permet d'analyser **l'impact systémique** des nouveaux accords économiques et commerciaux globaux de l'UE sur la gouvernance mondiale.

Les futurs accords globaux de libre-échange transatlantiques, euro-nippon euro-asiatiques (pays émergents de l'Asean, Inde) et euro-latino -américains, ne risquent-ils pas d'affaiblir et de fragiliser durablement l'OMC, sachant que l'UE et les Etats-Unis représentent un tiers des échanges commerciaux mondiaux ? Dans ce cas, le bilatéralisme commercial entre l'UE et les membres de la Quadrilatérale, jusque là écarté par les institutions européennes conformément à la stratégie « Global Europe » d'octobre 2006 pourrait prendre le pas sur le multilatéralisme au risque d'aboutir à une fragmentation du système commercial mondial. Les futurs accords commerciaux de type « *OMC-X* » et « *OMC plus* » aboutiront en effet, à la création de nouveaux espaces bilatéraux et bi-régionaux de régulation échappant *de facto* à tout contrôle multilatéral. A l'inverse, les futurs accords commerciaux bilatéraux, constitueront-ils le « *laboratoire* » appelé de leurs vœux par les tenants de l'approche fonctionnaliste, en vue d'une relance à l'OMC des négociations multilatérales centrées sur les questions dites de Singapour (investissements, concurrence, clauses sociales, ...) qui ont été écartées du cycle de Doha à mi-parcours ? A travers ces accords économiques et commerciaux de nouvelle génération, c'est la

thématique de **l'interaction entre le bilatéralisme et le multilatéralisme** qui se trouve posée. L'enjeu des actuels et nouveaux accords de l'UE recoupe ainsi celui de la gouvernance mondiale et de la dialectique qui sera bientôt à l'œuvre entre le droit régional européen, nord-américain, et les règles multilatérales.

L'analyse téléosystématique des accords externes de l'UE en relation avec les principes et objectifs des traités européens permet d'établir une approche **typologique** innovante des multiples instruments conventionnels précités, au prisme des choix de gouvernance mondiale effectués par l'Union et au regard des partenaires tiers avec lesquels elle se lie.

2. Encadrement et animation recherche :

Membre du Conseil de direction de l'« Institut de l'Ouest: Droit Europe » (IODE – UMR CNRS 6262) de 2001 à 2008.

Je contribue au rayonnement scientifique du Laboratoire IODE à travers la conception et l'organisation de **colloques ou rencontres scientifiques internationaux (31 événements)** : j'ai co-organisé à Rennes ou avec des centres extérieurs **11 colloques et journées d'étude internationaux** depuis 1988 dont 5 ont **donné lieu à publication (et dont 2 autres doivent paraître)**, ainsi que **6 campus européens d'été** dont 3 co-organisés avec l'Université Pierre Mendès France de Grenoble ; j'ai également été membre de **16 comités scientifiques de colloques internationaux**, y compris ceux institués pour les colloques que j'ai co-organisés . **J'ai présenté 21 communications dans des colloques et journées d'études internationaux.**

Par ailleurs, en tant que **Chaire Jean Monnet depuis 1999 je contribue à l'animation de la recherche au sein du Laboratoire IODE, en tant que membre directeur du Pôle européen Jean Monnet de l'Université de Rennes 1 qui est devenu « Centre d'excellence Jean Monnet » (CEJM) en 2005.**

En 2010, les recherches et manifestations sur la thématique de l'action extérieure de l'Union européenne et particulièrement le workshop intitulé « Regards croisés sur les intégrations régionales : Europe Amériques, Afrique » que j'ai co-organisé les 11-12 juin 2008 avec le Centre d'excellence Jean Monnet de Rennes en partenariat avec le GIS « Institut des Amériques » de Rennes (actes publiés aux éditions Bruylant en 2010) ont été à l'origine de l'obtention par l'Université de Rennes 1 d'une **Chaire UNESCO** et d'un **Groupement de Recherche Internationale (GDRI-CNRS)**.

Je représente l'IODE **au sein du Conseil scientifique du GIS « Institut des Amériques » (IDA) de Rennes depuis 2006, et je suis membre élu du Bureau (vice-président délégué à la recherche) de ce GIS depuis février 2012.** L'IDA-Rennes a été créée en 2003 à l'initiative d'enseignants chercheurs qui travaillaient sur les Amériques et appartenaient à différentes institutions rennaises. En 2006, il s'est structuré en Groupement d'Intérêt Général (GIS) en fédérant ainsi cinq structures sur l'espace rennais: Agrocampus, devenu depuis Agrocampus-Ouest, le CNRS, Sciences Po Rennes et les universités Rennes 1 et Rennes 2. L'IDA-Rennes est partenaire de l'Institut des Amériques, projet national créé en 2007 qui regroupe actuellement 47 établissements d'enseignement supérieur et de recherche. L'objectif de l'IDA-Rennes est de fédérer l'ensemble des activités de recherche,

d'enseignement (Master et doctorat principalement) portant sur les espaces, les sociétés et les cultures dans les Amériques, à Rennes et en Bretagne.

3. Valorisation de la recherche :

Après avoir fondé en début de carrière le « **Centre d'information et de documentation européennes de la Guadeloupe** », en juin 1984, afin de faciliter l'accès à la recherche dans cette région ultrapériphérique, j'ai participé au début des années 1990 à la **création de la collection « Travaux du Centre de Recherches Européennes de Rennes »**, aux éditions « Apogée » de Rennes. Sont principalement publiés dans cette collection les meilleurs mémoires des étudiants du Master 2 « Droit de l'Union européenne, droit de l'OMC ».

4. *Rayonnement : échanges internationaux (participation à un réseau de recherche, invitations dans des universités étrangères...), expertise (organismes nationaux ou internationaux), responsabilités éditoriales, participation jury de thèse et de HDR, diffusion du savoir, responsabilités et activités au sein des sociétés savantes :*

Au niveau international, l'obtention de la Chaire européenne Jean Monnet, label décerné par la Commission européenne, favorise depuis 1999 le rayonnement de mes recherches. Elle facilite mes contacts avec le réseau que constituent les 740 chaires européennes Jean Monnet et les 177 « Centres d'excellence Jean Monnet » dans le monde.

Mes recherches et l'expertise que j'ai développées m'ont valu d'être l'un des deux académiques français avec le Professeur Thiébault Flory à devenir membre d'un **groupe d'experts internationaux** de 15 juristes auprès du Service Juridique de la **Commission européenne** (1997 – 2000). Ce groupe d'experts s'est réuni à partir de 1997 à l'initiative du Commissaire européen Marcelino Oreja et de M. Jean-Louis Dewost, Directeur général du Service juridique de la Commission européenne afin de définir quelle pourrait être la stratégie juridique de l'Union européenne via le Service juridique de la Commission dans l'utilisation des nouvelles règles et procédures mises en place dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC.

Au niveau des responsabilités éditoriales, j'appartiens depuis 2001 au **comité scientifique de la collection « Rencontres européennes »** publiée aux Editions Bruylant..

J'appartiens également, depuis 2009 **au comité scientifique de la revue « Pouvoirs dans la Caraïbe »**. Trilingue, celle -ci est publiée par le « Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe » (UMR-CNRS 8053) sous forme de texte intégral et en accès libre immédiat sur internet (<http://plc.revues.org/>).

Enfin, je suis co-responsable de la **chronique** « Association-Coopération – Partenariat de l'UE », dans l'Annuaire de Droit de l'Union européenne, éd. E. Bruylant, Bruxelles depuis 2005.

J'ai participé à **27 jurys de thèses et d'habilitation à diriger les recherches** (dont 5 présidences), en France et en Suisse depuis 1985. J'ai par ailleurs encadré une centaine de mémoires en DEA puis en Master de droit européen (60 mémoires de Master 2 depuis 2004).

4. Liste classée des publications

4.1 Ouvrages individuels et collectifs :

4. 1-1 Direction ou co-direction d'ouvrages

1. « Les systèmes de préférences tarifaires généralisées (contribution au nouvel ordre économique international) », thèse pour le doctorat d'Etat en droit, 900 pages, Rennes, 1980, Publication : CEntre De Recherches Européennes (CEDRE-Rennes)
2. « La Communauté européenne et la mer », dir. J. LEBULLENGER, D. LE MORVAN, éd. Economica, Paris, septembre 1990, 830 pages.
3. « Le partenariat entre l'Union européenne et les Amériques : le libre – échange en question », dir. C. FLAESCH-MOUGIN, J. LEBULLENGER, éd. Apogée, Rennes, diff. PUF, 1999, 380 pages.
4. « Les défis d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne », dir. E. LANNON, J. LEBULLENGER éd. E. Bruylant, Bruxelles, 2006, 350 pages.
5. « Regards croisés sur les intégrations régionales : Europe, Amériques, Afrique » (dir. C. FLAESCH-MOUGIN, J. LEBULLENGER), éd. Bruylant, Bruxelles, 2010, 512 pages.

4. 1-2 Ouvrages collectifs

1. « Der Einfluß der GATT - Normen auf die Beziehungen Zwischen der EG und den osteuropäischen Staaten », dir. Ch. DEUBNER, *Die Europäische Gemeinschaft in einen neuem Europa*, Ed. Nomos, Baden-Baden, 1991, p. 155-171.
2. « La politique communautaire des transports maritimes », in rubrique "Mer", dir. A. BARAV et Ch. PHILIP, *Dictionnaire juridique des Communautés européennes*, éd. PUF, Paris, 1993, p. 658-679.
3. « Un accord de partenariat confronté aux règles du GATT et de l'OMC », in *Les relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, (dir. J. Raux, V. Korovkine), Editions Apogée, Rennes, diffusion PUF, 1998, p. 199-217.
4. « Quel(s) partenariat(s) entre la Communauté européenne et les pays et groupements régionaux latino-américains? », in, *les Dynamiques du droit européen en début de siècle – Etudes en l'honneur de Jean-Claude GAUTRON*, éd. A PEDONE, Paris 2004, P. 715 –744.
5. « Accords commerciaux régionaux Euro-Sud et principe de solidarité dans le respect des règles du droit de l'OMC », in *Le Droit de l'Union européenne en principes – Liber amicorum en l'honneur de Jean RAUX*, éd. Apogée, Rennes, 2006, p. 689 – 725.

4. 2 Articles.

4 2. 1. Revues nationales à comité de lecture

1. « A propos de l'expulsion des étrangers : les garanties de procédure administrative en droit français et communautaire », *Revue critique de droit international privé*, n° 3, juillet/septembre 1981, p. 447-488.
2. « La portée des nouvelles règles du GATT en faveur des parties contractantes en voie de développement », *Revue Générale de Droit International Public (RGDIP)*, n° 2, avril/juin 1982, p. 254-304.
3. « Le nouveau régime du séjour des étrangers en France (loi du 29 octobre 1981) », *Revue administrative*, n° 207, mai/juin 1982, p. 259-270.

4.2.2 Revues internationales à comité de lecture

1. « La politique communautaire de coopération au développement », chronique à *la Revue Trimestrielle de Droit Européen*, 1988, n° 1, p. 123-154.
2. « Common maritime transport policy : bilateral agreements and the freedom to provide services », en collaboration avec D. CHARLES-LE BIHAN, *Yearbook of European Law*, n° 9/1989, Clarendon Press, Oxford, 1990.
3. « Les relations de la CEE avec les pays en voie de développement d'Amérique Latine et d'Asie », en collaboration avec Catherine FLAESCH-MOUGIN, *Traité de droit européen*, Ed. Techniques, Paris, 1992, fascicule 2230 (32 pages).
4. « La politique communautaire de coopération au développement », (chronique), *Revue trimestrielle de droit européen*, n° 4/1994, p. 631-663.
5. « La Communauté européenne face au processus de réexamen du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce », *Revue du Marché Commun et de l'Union Européenne*, n° 422, octobre 1998, p. 629-637.
6. « La projection externe de la zone euro », *Revue Trimestrielle de droit européen*, n° 4/1998, p. 459-478.
7. « Les dispositions commerciales de l'accord de partenariat ACP/CE de Cotonou confrontées aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) », *Revue des Affaires européennes*, Gand (Belgique), 2001-2002/1, p. 75-91.
8. « Relations de la Communauté européenne avec les pays d'Amérique latine et d'Asie (ALA), cadre général », *Jurisclasseur Europe Traité*, Fasc. 2230, (29 p.), 2005 ; « Relations de la Communauté européenne avec les pays d'Amérique latine et d'Asie (ALA), cadres conventionnel et autonome », *Jurisclasseur Europe Traité*, Fasc. 2231, (44 p.), 2005. fascicules réalisés avec C. FLAESCH-MOUGIN et J. KASMI.
9. J. LEBULLENGER, Clara AVRIL, « le système communautaire de préférences tarifaires généralisées (SPG) », *Jurisclasseur Europe*, fascicule 2350, juin 2007, 67 p.
10. « Les relations extérieurs de l'UE », in chronique « *Politiques extérieures – Action extérieure de l'Union européenne* », puis « *Association-Coopération –Partenariat de l'Union européenne* », *Annuaire de Droit Européen*, devenu *Annuaire de Droit de l'Union européenne*, éd. E. Bruylant /Larcier, Bruxelles, depuis 2005..
11. J. LEBULLENGER, Stéphane PERRIN, « Les accords de partenariat économique, un nouveau modèle pour les relations commerciales avec les ACP »,

Revue du Marché commun et de l'Union européenne, n° 522, octobre-novembre 2008, p. 1-13.

12. « l'accord-cadre avec la République de Corée : l'Union européenne inaugure un nouveau modèle relationnel » (chronique), *Revue Trimestrielle de droit européen*, 2013.

4.3 Actes publiés de congrès internationaux, participation aux tables-rondes, présidences de panels.

1. « L'application du système des préférences généralisées de la CEE aux produits agricoles », in *Politique agricole commune et construction communautaire*, (dir. J. Raux), Ed. Economica, juin 1984, p. 309-318.
2. « Les Caraïbes, nouvel enjeu commercial dans les relations Europe/Etats-Unis (Lome/Caribbean Basin Initiative) in *Les relations Europe/Etats-Unis*, (dir. J. Bourrinet), Ed. Economica, juin 1988, p. 147-169.
3. « Les accords maritimes bilatéraux au regard du droit communautaire », in « *La CEE et la mer* », (dir. D. Le Morvan et J. Lebullenger), Ed. Economica, Paris, septembre 1990, p. 601-621.
4. « La Communauté européenne et le code de conduite des conférences maritimes in « *Contributions to the study of comparative and International Law*, » Dir. B. VUKAS, Ed. Zagreb, Institute of International Law, 1991, p. 111-141.
5. « La CEE, les pays de l'Est et le GATT in *Les relations Communauté Européenne/Pays de l'Est*, (dir. JC GAUTRON), Ed. Economica, Paris, 1991, p. 261-279.
6. « L'Organisation mondiale du commerce », in *La Communauté européenne et les accords du GATT*, (dir. Th. FLORY), Ed. Apogée, diffusion PUF, mars 1995, p. 23-39.
7. « La rénovation des relations commerciales entre la Communauté européenne et les pays en voie de développement », in *La place de l'Europe dans le commerce mondial*, Ed. Institut Universitaire International de Luxembourg, mai 1995, p.219-259.
8. « L'Union européenne et les groupements économiques régionaux de PVD », en collaboration avec Catherine FLAESCH-MOUGIN, *L'Union européenne et les organisations internationales*, (dir. D. Dormoy), Editions Bruylant (Bruxelles), 1997, p. 194-217.
9. « Les relations contractuelles de la CE avec les pays en développement latino-américains », en collaboration avec Catherine FLAESCH-MOUGIN, in « *The European Union in a changing world* », Office des publications officielles des Communautés européennes (OPOCE), 1998, p. 581-628.

10. « Les relations de partenariat de l'Union européenne avec le Mercosur et le Chili », in *Le partenariat entre l'Union européenne et les Amériques : le libre-échange en question*, (dir. C. FLAESCH-MOUGIN et J. LEBULLENGER), Editions Apogée, Rennes, diffusion PUF, 1999, p. 179-205.
11. « L'élargissement et le monde » : **Conclusions** présentées devant les participants du Vème Congrès mondial de « European Community Studies Association » (ECSA-WORLD), organisé par la Commission européenne à Bruxelles, les 14-15 décembre 2000 sur le thème : « Enlarging the European Union », site internet ECSA-WORLD.
12. « Les accords monétaires entre l'euro et les devises non communautaires », in *O Euro E O Mundo – The Euro and the World* (dir. Paulo De Pitta E Cunha, Manuel Porto), éd. Livraria Almedina- Coïmbra, janvier 2002, p. 233-251.
13. « La politique de la pêche dans l'action extérieure de l'Union européenne », président et discutant du panel, journée nationale d'Etudes de la CEDECE, organisée par le Centre de Recherches Européennes de Rennes et le CERI (Sciences Po, Paris) à Rennes les 5 et 6 avril 2002, publié in *La politique européenne de la pêche : vers un développement durable ?*, (dir. C. Flaesch-Mougin, D. Charles- Le Bihan, C. Lequesne), éd. Apogée, Rennes, avril 2003
14. « Vers une réévaluation des régimes juridiques d'élargissement et de voisinage », président et discutant du panel, colloque international organisé par l'Université Lyon 3 et l'Université de Saint Quentin-en- Yvelines, à Lyon le 11 avril 2005, publié in *L'Union européenne élargie aux nouvelles frontières à la recherche d'une politique de voisinage*, (dir. C. Philip, P. Soldatos, M.F. Laboratoireuz), éd. Bruylant, 2006.
15. « Les contraintes générées par l'union douanière », in *Les défis d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne*, dir. E. LANNON, J. LEBULLENGER, Editions Bruylant, coll. « Rencontres européennes », Bruxelles, 2006, p. 243-266.
16. « Accords de partenariat économique : mise en perspective des relations commerciales de l'Union européenne avec les Etats ACP », en collaboration avec Stéphane PERRIN, in *Regards croisés sur les intégrations régionales : Europe, Amériques, Afrique*, coll. « Rencontres européennes », éd. E. Bruylant, Bruxelles, 2010, p.437-475.
17. « Nouvel espace bi-régional de régulation et règles correctrices des asymétries de marché dans l'Accord de partenariat économique Cariforum-UE », in *Nouvelles tendances de l'intégration et de la coopération en Caraïbes/ Amériques*, (dir. E. Jos, K. Galy, F. Reno), éd. Cujas, Coll. Actes et Etudes, Paris, 2011, p. 162-178.

18. « European Integration Graduate Studies – Good practice and challenges ahead»: présentation d'une contribution, "Bonnes pratiques du Master "Droit européen" de Rennes (20 p.) lors du Jean Monnet Cluster Meeting organisé à Bruxelles, les 10 – 11 décembre 2009 publié sur http://eacea.ec.europa.eu/llp/events/2009/jm_cluster_meeting_dec09_en.php
- 19.« Les relations de l'Union européenne avec les intégrations régionales du Sud », communication au séminaire organisé le 1^{er} juin 2011 par le Centre de Recherche sur les Pouvoirs locaux dans la Caraïbe (CRPLC), co-organisé par le CRPLC, la Chaire UNESCO de l'Université de Rennes 1 et le Groupement de Recherche International IRMCED sur « *Droit et pratique de l'intégration* », à Schoelcher, Faculté de droit et d'économie de la Martinique.
- 20.« A perspective of contractual relations with the EU regional integration in Asia and Latin America, between bi-regional, bilateral and multi-parties agreement », communication au colloque international organisé par l'Université Chulalongkorn, la Chaire UNESCO de l'Université de Rennes 1 et le Groupement de Recherche International IRMCED sur « *Emerging Asia : Implications for EU and ASEAN Integration* », organisé à Bangkok le 10 octobre 2011 à Bangkok, Thaïlande, in *Emerging Asia : Implications for EU and ASEAN Integration*, (dir. S. Chirativat).
- 21.« Les incertitudes entourant la conclusion d'Accords de Partenariat Economiques (APE) régionaux complets en Afrique », in « *Le partenariat Europe-Afrique et les intégrations régionales* » (Dir. L-M Ibriga), Ed. Bruylant, coll. Rencontres européennes, 2012, pp. 308-326.
- 22 « L'articulation entre les accords de partenariat et de coopération et les accords de libre-échange, in Abdelkhaleq BERRAMDANE, Michel TROCHU (dir.), *Le partenariat UE-ASEAN*, Bruylant, coll. FEDUCI, 2013, 272 p., pp., 39-60.

5. Direction de thèses

5.1 Liste des thèses soutenues :

- Catherine BOURIN: « *La coopération entre la Communauté européenne et l'Amérique latine* », thèse soutenue à l'Université de Rennes I, le 8 novembre 1995 (mention « très honorable »).
- Catherine TIREAU : « *Les mesures de promotion des flottes de commerce de l'Union européenne* », thèse soutenue à l'Université de Rennes I, le 7 juin 1996 (mention « très honorable avec félicitations du jury »).
- Alexandra BELLAYER-ROILLE : « *Le transport maritime et les politiques de sécurité de l'Union européenne* », thèse soutenue à l'Université de Rennes 1, le 8 octobre 1999 (mention « très honorable avec félicitations du jury »).
- Alexandre THILLIER : « *L'anti-dumping communautaire face aux évolutions juridiques et aux mutations économiques internationales* », thèse soutenue à l'Université de

Rennes 1, le 20 décembre 2002 (mention « Très honorable avec félicitations du jury »).

Fabienne COMBOT. : «*La contribution de la CE face aux défis de la protection de l'environnement et de la santé publique dans le cadre de l'OMC*», thèse soutenue à l'Université de Rennes 1, le 7 décembre 2005 (mention « Très honorable avec félicitations du jury »).

RAPOPORT Cécile : « *Les partenariats entre l'Union européenne et les Etats tiers européens (Étude de la contribution de l'UE à la structuration juridique de l'espace européen)* », thèse soutenue à l'Université de Rennes 1 le 15/03/2008 (mention « Très honorable avec félicitations du jury »).

Antoine SAUTENET : « *Le partenariat stratégique dans les relations extérieures de l'Union européenne avec les pays émergents asiatiques* ». Thèse soutenue à l'Université de Rennes 1 le 21:juin 2011. (mention « Très honorable avec félicitations du jury »).

Alan HERVE : « *L'Union européenne et la juridictionnalisation du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation Mondiale du Commerce* », Thèse soutenue à l'Université de Rennes 1 le 19 novembre 2011. (mention « Très honorable avec félicitations du jury »).

Hervé JOLIF : «*L'Action extérieure de la Communauté européenne en matière de politique économique et monétaire*».Thèse soutenue à l'Université de Rennes1 le 19 octobre 2012 (mention « Très honorable »).

5.2 Liste des thèses en cours :

Suju KANG : « *L'action extérieure de l'Union européenne en faveur du renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle en Chine* ». Date de soutenance prévue : 2013.

Marion Geffrault : « *Les relations conventionnelles entre l'Union européenne et la République de Corée* » Date de soutenance prévue : 2014.

Florence Nivelles : « *Les mécanismes bilatéraux de règlement des litiges dans les accords externes de l'Union européenne* »